

**Communiqué concernant les occupations des DDCSPP (Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations) 09, 63, 71, 35, 05, et rassemblement devant celle du 38, le vendredi 18 mai 2018, par les collectifs d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes administratives et industrielles**

Ce vendredi 18 mai était une journée d'action nationale des collectifs contre les normes administratives et industrielles, car il y a un an, le 20 mai 2017, Jérôme Laronze, un éleveur de Saône-et-Loire était abattu par les gendarmes après avoir fait l'objet d'un acharnement administratif et après avoir engagé une lutte lucide et ferme contre les administrations agricoles. Nous sommes venus raconter aux personnels de ces administrations quelles conséquences désastreuses ont leurs réglementations, leurs mises en demeure, leurs contrôles dans les campagnes, au cas où les personnels seraient tenus ignorants par leur direction de la réalité des dégâts qu'ils occasionnent et des effets d'industrialisation qu'ils génèrent, contrairement aux objectifs annoncés de ces normes sanitaires et environnementales, dans l'hypothèse où les personnels se préoccuperaient du résultat de leur travail plutôt que de faire appliquer sans réfléchir des réglementations mortifères, ce que voudrait obtenir d'eux leur hiérarchie. La violence institutionnelle que l'Etat exerce sur nous à travers eux ne peut plus se cacher derrière des écrans d'ordinateurs ou des courriers postés loin depuis les villes préfectorales. Nous sommes venus leur signifier dans leurs bureaux. Ils viennent dans nos fermes, ateliers nous intimider, nous spolier, nous déposséder de nos modes de vies agricoles et artisanaux ainsi que de nos savoirs faire. Ils profitent de l'isolement qu'ils ont organisé dans toute vie économique ainsi que de la culpabilité que les puissants ont toujours inculqué au milieu rural. Nous viendrons donc désormais, par réciprocité, systématiquement et collectivement porter notre opposition dans leurs bureaux feutrés.

**Nous avons occupé les locaux des DDCSPP dans 6 villes en France : Foix, Rennes, Gap, Clermont-Ferrand, Mâcon et devant celle de Grenoble ainsi que des actions d'affichage à la DDCSPP de Valence. Ces directions départementales sont des lieux emblématiques de l'administration agricole, elles sont à l'origine des contrôles dans les fermes et sur les marchés, entre autres.**

Au-delà de la dénonciation d'un énième meurtre policier insupportable, ces rassemblements ont pour but de dénoncer la supercherie de la protection annoncée que permettraient les normes et de pointer leur véritable effet : la poursuite d'une éradication planifiée des pratiques et des gens de métier possédant des savoir-faire individuels et collectifs issus d'expériences et de transmissions communautaires, en cohérence avec leur environnement humain et naturel et permettant une autonomie de vie, supplantée par des protocoles, normes administratives et industrielles, créant volontairement une dépendance à l'Industrie et à l'Etat. Protocoles et normes qui sont à l'origine de la quasi-totalité des désastres sanitaires, écologiques et ruraux actuels : manipulation et appauvrissement ou destruction de la diversité végétale et de la faune, concentration animale et destruction des relations humains/animaux, vulnérabilité des milieux stérilisés et des organismes vivants humains, animaux, végétaux sans immunité, destruction de l'humus vital des sols, pollutions, dégradation sanitaire des aliments, standardisation des goûts et textures, uniformisation génétique, robotisation, exploitation humaine dans l'agroalimentaire entre autre, souffrances et humiliations dans les fermes et les ateliers artisanaux, tromperie et empoisonnement des consommateurs ....

La multiplication de ces normes conduit à un renforcement inégalé des contrôles, jusqu'à l'absurde, au harcèlement, à l'internement psychiatrique, menant à des pénalités, à des saisies d'animaux ou de fermes et à d'innombrables drames humains pour toutes celles et ceux qui ne peuvent pas ou ne veulent pas se mettre aux normes, c'est-à-dire s'industrialiser, qu'ils soient "petits" ou plus "gros". Cela aboutit à des arrêts d'activité et du dégoût, le plus fréquemment mais aussi à des suicides de plus en plus souvent ( 3 fois plus que dans les autres catégories socio-pro), en tous les cas cela vide les campagnes et repousse les plus jeunes de l'activité agricole et/ou vivrière. Ces normes et leurs contrôles afférents organisent sciemment une sélection sociale immonde de ceux et celles en activité qui ont du capital social ou financier.

Contrairement au syndicalisme agricole qui, selon les uns ou les autres, s'y résigne, l'encourage ou le cogère, en ne dénonçant pas les vrais ennemis, nous refusons la logique commune étatique et industrielle, coordonnée grâce aux normes, de concentration des productions agricoles et artisanales dans les mains de quelques requins agrimanagers et/ou industriels ou bien financiers, tous profiteurs et cyniques, par l'élimination du plus grand nombre. Cette situation n'est pas propre au monde agricole et à la "consommation" alimentaire et touche désormais chaque domaine de la vie (bâtiment, santé, transport...) comme le montre l'arrivée de nouvelles personnes, travaillant dans ces secteurs, dans nos groupes locaux soulagés de trouver un endroit pour organiser le refus de l'emprise normative.

Désormais nous voyons bien et les chiffres le montrent que les normes ne protègent que la santé des industriels, ceux et celles qui affirment le contraire sont des illusionnistes à qui profitent le crime.

En occupant, nous affirmons avoir décidé d'arrêter de subir ces humiliations, cette dépossession, cette élimination programmée de la vie agricole, artisanale et rurale sans réagir, sans s'organiser, se regrouper entre autre avec des agriculteur-trices, des artisan-es, des consommateur-trices comme cela est le cas avec les 350 personnes qui ont occupé hier vendredi les DDCSPP . Nous ne serons plus jamais seul-es face à l'administration et aux industriels, autant dans le soutien matériel et humain aux fermes, ateliers en difficulté et/ou en lutte que nous allons organiser, que pendant les réceptions collectives des contrôleurs que nous organisons déjà dans les fermes et ateliers que par nos occupations de bureaux des administrations agricoles et artisanales ainsi que des organismes de contrôle et de gestion du milieu rural (MSA, Crédit agricole, EDE (Etablissement de l'Elevage), chambre d'agriculture et du bâtiment...).

Jérôme Laronze s'est retrouvé seul dans son combat vital et face au harcèlement administratif, cela n'arrivera plus.

Nous nous battons pour une vie rurale non industrielle. Nous connaissons désormais les ennemis, les gestionnaires et cogestionnaires administratifs, industriels ou politiques de la vie rurale et leurs armes normatives : ils parlent à notre place, nous terrorisent, nous déposèdent, nous éliminent, nous humilient depuis des générations : nous allons nous organiser pour tenter de retourner cette honte vers ceux qui veulent nous la faire subir.

**Collectif d'agriculteurs et d'agricultrices contre les normes administratives et industrielles**

vendredi 18 mai 2018

[hors.norme@riseup.net](mailto:hors.norme@riseup.net)